

# AVEUGLEMENTS STRATEGIQUES et RESILIENCE

L'immaturité hégémonique

vendredi 24 avril 2020, par [LALLEMANT](#)

De façon brutale, inattendue, la pandémie mondiale de Covid-19 a un effet révélateur des vulnérabilités (à l'oeuvre depuis longtemps) d'un capitalisme mondialisé, financiarisé et dérégulé (1). Ces faiblesses se sont déjà exprimées lors de crises récentes majeures (2008) sur de multiples dimensions (climatique, sociale, territoriale, migratoire, démocratique, gouvernance mondiale...). Cette crise mondiale et systémique interroge de manière impérieuse et urgente nos modèles économiques, sociaux, environnementaux... et plus généralement la condition humaine. La crise est mondiale (ce n'est pas uniquement l'Occident face au Sud émergent), **le passage au « siècle asiatique » n'est pas assuré**. La Chine n'assume pas à l'heure actuelle son rôle de maturité hégémonique - loin de là ! Depuis plusieurs décennies, « la destruction des communs », indique que le marché (en général) et financier (en particulier) ne permet pas de rétablir l'équilibre en assurant les risques.

**Evoquons une analogie** : les grands-parents d'aujourd'hui savent tous que la 2ème moitié du XXème siècle avait permis de vaincre les maladies infectieuses. Dans cette même période, l'interventionnisme de l'Etat (« au-dessus du marché ») pendant les Trente Glorieuses avait largement jugulé les crises par la régulation des cycles inhérents à l'économie.

La crise actuelle, c'est aussi celle de l'arrogance humaine de la domestication forcée de la nature, qui conduit à sa destruction par les lois économiques et par une certaine forme d'humanisme oublieux du doute intellectuel. Dépassant le drame humain vertigineux, les victimes collatérales sont les Etats impécunieux à mémoire faible, les humanités, plus généralement le bien commun, le bien-être et la prospérité autour de coopérations vertueuses. Les concepts d'Etat protecteur et d'Etat stratège révèlent aujourd'hui leur vacuité. Les grandes explications des maux de notre période sont pourtant bien connues : obsession du court terme au nom de l'hyper-compétitivité, détachement de la condition humaine de la globalité, oubli de la fragilité anthropologique et du péril existentiel.

**Quel grand recul analytique et intellectuel !** L'économiste John Maynard Keynes évoquait l'incertitude du cadre économique lié à la condition humaine : « à long terme, nous serons tous morts », Emile Durkheim parlait d'anomie, une perte de sens dangereuse... qui touche aujourd'hui également le système international sans leadership. Pour Albert Camus : « ... ce qui est naturel, c'est le microbe. Le reste, la santé, l'intégrité, la pureté, si vous voulez, c'est un effet de la volonté et d'une volonté qui ne doit jamais s'arrêter. L'honnête homme, celui qui n'infecte presque personne, c'est celui qui a le moins de distraction possible. » (2)

Le sens du pluriel de cet article indique bien sûr que tous les pays sont touchés. Mais la France en particulier, elle, qui avait construit au lendemain du grand effondrement de la 2ème guerre mondiale, un modèle (l'industrialisme public), un contrat social spécifique issu des souffrances incommensurables de la guerre (Le Pacte du sang, cf Conseil national de la Résistance) en mettant en oeuvre une tradition social-colbertiste, une synthèse entre l'Etat et le marché. La crise totale (Alain Bauer) a **un triple effet de révélation brutale** (voire de sidération) : pentes dangereuses négligées, effet d'accélération des fractures et rivalités, immenses ruptures. Le plan humain de la crise sanitaire nous ramène à la condition anthropologique : sa fragilité humaine, l'incertitude et son insertion dans une globalité. L'intelligence politique et stratégique, c'eût été de la réduire.

## Fausse analyses et vrais problèmes

Quels aveuglements et interdits depuis 30 ans ! Les hyper-libéraux ont gagné la bataille contre Keynes avec une belle revanche en France en particulier. L'interdiction de Keynes et de ses remèdes (inflationnistes et régulationnistes) fut une grande victoire des élites libérales à partir des années 80. Des analyses (presque) interdites dans les manuels, voire lors de conférences sur l'histoire de la pensée économique par tel « grand économiste », qui en oublie d'évoquer le maître de Cambridge (vécu personnel !).

**L'idée de souveraineté** (assimilée à souverainisme et protectionnisme) est dénoncée comme destructrice du marché et du libéralisme en vogue. Le nouveau Dieu-marché nécessite de placer la barre très haute pour des pays ou des populations aux performances relatives : l'hypercompétitivité comme objectif suprême. On débouche sur une crise civilisationnelle (3). Mais la France s'enfonce dans le pire des scénarii : **perte de doctrine historique**, du côté industriel, basculement inachevé du colbertisme (le « retard français », « la société bloquée », le déclin...) vers une économie financière (à l'anglo-saxonne), distorsion entre les objectifs des élites et des populations « ringardisées ». Le concept même de politique industrielle demeure longtemps un tabou au sein des Institutions européennes. Le résultat s'affiche dans de multiples fractures (les gilets jaunes, une illustration récente), l'exclusion sociale, la désindustrialisation massive et la dépendance (que l'on semble découvrir aujourd'hui, parfois uniquement pour le médical), l'Etat-nation et la démocratie discrédités ! La France désarticulée subit de plein fouet les « 3 D » : délocalisation, dépendance, déprivation de grands champions nationaux voire dépossession technologique. Dans son ouvrage, « Les délaissés » (4), Thomas Porcher évoque une désindustrialisation mortifère de la France.

Il ne pouvait y avoir conciliation entre Etat et marché. Le mythe destructeur de l'hypercompétitivité, c'est l'exclusion l'un de l'autre. Evoquer la crise industrielle ringardisait les évocateurs au nom d'une modernité tertiariée. Si dans le meilleur des cas : mondialisation + financiarisation + austérité

budgétaire, étaient perçus avec des « effets pervers », **le système pouvait être réparé par les concepts d'Etat-stratège et de patriotisme économique**. Avec la perte de mémoire et l'oubli de l'historicité de l'Etat, on en connaît aujourd'hui la vacuité, lorsque c'est une simple posture de communication.

### Prise de conscience et résilience

La croissance basée sur l'hyper-mondialisation a produit une économie d'archipels favorisant la métropolisation et la littoralisation des activités. Elle n'est plus inclusive mais socialement destructrice. Les cosmopolites indifférents (Robert Reich) savent ce qui se passent de l'autre côté du monde, mais pas « au delà du périphérique ».

Les puissances émergentes ont souvent fait preuve de plus de réalisme (« ni fin de l'histoire, ni fin des frontières, ni surtout fin des Etats... »). Le déclin tant de fois annoncé des Etats ne serait alors que le produit **d'une triple illusion d'optique** : diffusion de la puissance et nouvelles stratégies, faible intégration des concepts d'Etat et de Nation dans la théorie économique standard, enfin recul des Etats-providence construits dans l'après-guerre.

Il nous apparaît en définitive que **la mondialisation met en crise les systèmes démocratiques plutôt qu'être un simple déclin de l'Etat et de la Nation** (cf aujourd'hui les régimes illibéraux et autoritaires). C'est le sens de nombreuses contributions américaines (Robert Reich) ou françaises (Emmanuel Todd, Marcel Gauchet) etc...

Si l'on prend de la distance historique, on comprend que l'Etat connaît **une relation organique avec le marché**, qui s'inscrit dans un cycle de désengagement (depuis le début de la désinflation compétitive) puis réengagement (montée des risques et peurs). Il s'agit souvent d'un déplacement des frontières privée/publique, plutôt qu'une simple dilution de l'enracinement local des firmes ou de l'identité nationale.

L'autorité de l'Etat-nation reposait en partie sur la distance (Bertrand Badie), donnant un sens au territoire. L'immédiation de l'image et de l'information constitue un nouvel espace public (ONG, FMN, réseaux informels) à côté du système institutionnel des Etats. Evoquer le déclin des Nations, c'est réfracter la définition de celles-ci sur la seule dimension économique. **L'approche économique standard** conçoit le monde comme composé de producteurs et de consommateurs sans Etat et sans puissance publique (ou si peu !), si ce n'est l'organisateur de l'ouverture des frontières. Historiquement, l'Etat a toujours assuré l'accès aux marchés et la sécurité extérieure.

La crise de l'Etat, c'est d'abord la contestation de l'idée de nation par l'hyper-libéralisme économique et politique. Les Etats perdent leurs frontières et leurs spécificité géographiques (essentiellement exogènes). Les identités nationales se dilueraient. **L'Etat-Nation se voit dénier le droit d'agir sur son territoire** (fin du protectionnisme, dérèglementation financière). Les territoires et les individus sont mis en compétition. La pente de la spécialisation internationale tend à délier le lien social.

D'aucuns évoquent l'absolue nécessité **d'un nouveau contrat social** mais sous quelles formes institutionnelles ? Là est le plus difficile.... Retour à un programme type Conseil national de la Résistance ? A une Planification souple ? A un Comité stratégique éclairé... bref apparaît la nécessité de re-concrétiser le bien commun. Les Etats-nations doivent retrouver un rôle clef (5). Michel Aglietta évoque avec brio l'urgence d'un Green New deal global, pour reconstruire les biens communs.

« L'après », demande aussi de **gagner des batailles géopolitiques** : pour que l'Europe survive dans nos têtes et dans notre quotidien, pour que les démocraties l'emportent sur les régimes autoritaires, pour que le projet de contrat social inclusif dépasse la rhétorique populiste... On le voit : un chemin plein de possibilités créatives mais aujourd'hui toujours incertain dans une phase où les pays les plus puissants n'assument pas leur rôle de stabilisation et d'exemplarité (« immaturité hégémonique ») : rejet de l'OMS et du multilatéralisme (6), géopolitique des masques et opacité, intensification de la rivalité sino-américaine, situation conflictuelle en Mer de Chine...

*Patrick Lallemand, Agrégé Sciences économiques et sociales  
GeopoWeb, le 24 avril 2020*

(1) Michel Aglietta, la vulnérabilité du capitalisme financier face au coronavirus

Xerfi Canal

[https://www.xerficanal.com/economie/emission/Michel-Aglietta-La-vulnerabilite-du-capitalisme-financiarise-face-au-coronavirus-queles-solutions-\\_3748545.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Michel-Aglietta-La-vulnerabilite-du-capitalisme-financiarise-face-au-coronavirus-queles-solutions-_3748545.html)

(2) Albert Camus, La Peste. Editions Gallimard, 1947

(3) Edgar Morin : « Cette crise nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins masqués dans les aliénations du quotidien ». Le Monde du 19 avril 2020

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/19/edgar-morin-la-crise-due-au-coronavirus-devrait-ouvrir-nos-esprits-depuis-longtemps-confines-sur-l-immediat\\_6037066\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/19/edgar-morin-la-crise-due-au-coronavirus-devrait-ouvrir-nos-esprits-depuis-longtemps-confines-sur-l-immediat_6037066_3232.html)

(4) Thomas Porcher, membre des Economistes atterrés, et professeur à Paris School of business (PSB). Il est notamment l'auteur de « Traité d'économie hérétique : en finir avec le discours dominant » et « Les Délaissés ». Fayard

(5) « Les marchés mondiaux ont besoin des Etats-nations »

Dani Rodrik, Professeur d'économie, décrit ce que devrait être la politique d'un Etat dans le contexte d'une économie globalisée (Le Monde du 31 janvier

2020)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/31/les-marches-mondiaux-ont-besoin-des-etats-nations\\_6027959\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/31/les-marches-mondiaux-ont-besoin-des-etats-nations_6027959_3232.html)

(6) Coronavirus : « Ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble au monde d'avant, mais en pire », dit Jean-Yves Le Drian

[https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/20/jean-yves-le-drian-ma-crainte-c-est-que-le-monde-d-apres-ressemble-au-monde-d-avant-mais-en-pire\\_6037128\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/20/jean-yves-le-drian-ma-crainte-c-est-que-le-monde-d-apres-ressemble-au-monde-d-avant-mais-en-pire_6037128_3210.html)